

## L'AGRICULTURE

LA RECHERCHE SUR LES BOVINS DE RACE HOLSTEIN—  
L'UTILISATION DES CRÉDITS D'IMPÔT À LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE

**M. William C. Winegard (Guelph):** Monsieur le Président, je désire aujourd'hui demander instamment à Dreamstreet Hols-teins de négocier avec Holstein Canada, l'Université de Guelph et d'autres intervenants pour formuler une nouvelle proposition de recherche sensée afin que la majeure partie des fonds alloués en vertu du programme de crédit d'impôt à la recherche scientifique serve à des travaux de recherche avantageux pour le Canada.

Les agriculteurs n'appuient pas la proposition actuelle et ne l'appuieront pas tant que Dreamstreet n'aura pas décidé de transformer son projet en un effort de recherche intégré d'envergure. Entre temps, Revenu Canada devrait recourir à tous les moyens à sa disposition pour faire en sorte que seuls les projets de recherche approuvés par la communauté scientifique soient entrepris avec les fonds publics.

\* \* \*

## LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

L'ADJUDICATION D'UN CONTRAT À LA SOCIÉTÉ MARLIN TRAVEL  
LTD.

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, l'octroi d'un contrat de 130 millions de dollars à Marlin Travel Ltd pour les voyages du gouvernement ne fera pas économiser grand-chose à long terme. Ce marché aura pour effet principal d'éliminer 90 emplois à Air Canada et CP Air. Certains de ces employés seront recrutés par Marlin Travel, mais la plupart devront se chercher un emploi. Ceux qui seront engagés par Marlin Travel recevront une rémunération bien inférieure et beaucoup moins d'avantages sociaux tels que les régimes d'assurance-maladie, de soins médicaux et de pension.

Peut-on qualifier d'économie pareille détérioration des conditions de travail, monsieur le Président?

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

## LES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Jack Scowen (Mackenzie):** Monsieur le Président, le taux d'escompte de la Banque du Canada a fléchi de 3.75 points de pourcentage depuis que le gouvernement a pris le pouvoir en septembre 1984. Il s'établit à l'heure actuelle à 8.72 p. 100, tandis que la plupart des banques exigent 10.75 p. 100 de leurs meilleurs clients. L'écart entre les comptes d'épargne qui rapportent le plus d'intérêt et ce que les emprunts coûtent aux entreprises est de 4.5 points. L'écart est plus grand entre les prêts aux entreprises et les prêts aux consommateurs.

Le loyer de l'argent est l'une des plus grosses dépenses des agriculteurs. Pour le plus grand bien du pays, nous devons ramener les taux des prêts agricoles à moins de 6 p. 100.

## Questions orales

## L'IMMIGRATION

## LA DÉLIVRANCE DES PERMIS MINISTÉRIELS

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, alors que le gouvernement refuse d'intervenir énergiquement pour donner suite aux demandes de plus de 21,000 réfugiés, et alors que de nombreux Canadiens éprouvent des difficultés à parrainer avec succès leurs proches parents, la ministre de l'Immigration (M<sup>lle</sup> MacDonald) est toute prête à délivrer des permis ministériels à un ancien espion du régime Somosa au Nicaragua et à deux anciens membres de la police secrète chilienne. Les personnes en question ont reconnu avoir fait disparaître des gens, en avoir torturé, et avoir grandement porté atteinte à leurs droits.

Je trouve à la fois choquant et inacceptable que le Canada songe à accorder aussi l'asile à des gens comme ceux-là, avec l'aval du gouvernement conservateur actuel. Quel est l'ordre de priorités de la ministre? En quoi le système actuel est-il équitable?

La ministre devrait faire en sorte de faciliter l'accès du Canada aux honnêtes gens qui sont prêts à travailler et à contribuer au progrès de notre pays, au lieu d'accorder l'asile à des indésirables. Le gouvernement devrait infirmer sur le champ ces décisions navrantes de la ministre.

\* \* \*

## LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DIRECTEUR  
DE LA PROCÉDURE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DE  
WESTMINSTER

**M. le Président:** Je voudrais signaler à la Chambre la présence à notre tribune aujourd'hui de sir Peter Emery, président du comité directeur de la procédure de la Chambre des communes du Parlement de Westminster, accompagné des membres de son comité.

**Des voix:** Bravo!

## QUESTIONS ORALES

[Français]

## L'ADMINISTRATION

ON DEMANDE SI LE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE  
RÉGIONALE A ÉTÉ CONTRAINT DE DÉMISSIONNER

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, il n'y a pas trop de monde sur les premiers bancs!

Je voudrais poser une question, de toute façon, au vice-premier ministre au sujet de la déclaration faite ce matin par l'ex-ministre de l'Expansion industrielle régionale. Depuis deux semaines, il y a de la corruption dans l'air au Canada. Pourquoi a-t-il fallu deux semaines pour obtenir la démission du ministre, alors qu'un premier ministre vraiment soucieux d'éthique aurait agi dès le premier jour? Ma question se pose ainsi: Peut-on savoir si le premier ministre a demandé la démission du ministre au lieu que le ministre ait offert sa démission?